

En Direct
avec les
**Conseillers Départementaux
Communistes et Républicains
Front de gauche de Seine-Maritime**

21 juin 2016

Les élus du groupe au Département :

- **Hubert WULFRANC**, Conseiller départemental du canton de Saint Etienne du Rouvray, Maire de Saint Etienne du Rouvray, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale du canton de Saint Etienne du Rouvray
- **Sophie HERVÉ**, Conseillère départementale du canton du Havre 3
- **Jean Paul LECOQ**, Conseiller départemental du canton du Havre 3, Maire de Gonfreville l'Orcher

L'austérité aux couleurs du PS, qualifiée de « bruine libérale » par l'ancien président du Département Nicolas Rouly, serait-elle préférable à l'austérité décomplexée de la Droite et du Centre ? Une question en forme d'avertissement à laquelle les élus du groupe communiste et républicain du Front de Gauche ont refusé de répondre lors de la séance du Conseil départemental du 20 juin. En revanche, ils ont appelé à « la construction d'une alternative de salut public aux politiques libérales dévastatrice pour tous ceux, et ils sont les plus nombreux, qui n'émargent pas dans la caste des privilégiés ».

Une séance marquée par deux débats à l'initiative des élus du groupe sur la situation sociale en « ce printemps prometteur pour tous ceux qui aspirent à un autre modèle de société », puis sur le projet routier inquiétant et « mal ficelé » de contournement Est de Rouen. Un échange ayant permis de constater la totale connivence des élus de Droite et du PS pour refuser d'appliquer tout principe de précaution envers les populations concernées et pour donner quitus au tracé soumis à péage arrêté par les services de l'Etat en dehors de toute considération d'intérêt général.

La politique en faveur de l'éducation, la suppression des bourses départementales et l'aide à la restauration pour les collégiens, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, la nouvelle politique touristique, la réforme du dispositif d'aide départementale aux communes, le sport, l'achèvement de la RN27 à Dieppe, l'axe Seine ou encore la bien curieuse gestion de la dette du Département, ont également donné lieux à des interventions et des oppositions de la part des élus communistes et républicains, Front de Gauche, au cours d'une séance bien trop marquée par des échanges stériles entre défenseurs du bilan de l'ancienne majorité et promoteurs du premier bilan de leurs successeurs. Pour mettre tout le monde d'accord, le groupe a estimé que les jours de leur même politique et conception de l'action publique « sont désormais comptés ».

Débat de politique départementale

Politique éducative : « Même conception de l'action publique, même méthode, même résultat. Il n'y a que l'étiquette qui change, le contenu est identique ! »

Dans le cadre du débat de politique départementale ouvrant la séance, le groupe socialiste s'est lancé dans une critique ouverte des mesures prises par la Droite dans le domaine de l'éducation, un an après son arrivée à la tête du Conseil départemental. Une politique où les « critères financiers passent avant les critères éducatifs ». La majorité a rétorqué en énumérant tout ce que le Département fait pour soutenir l'éducation et en invitant l'opposition socialiste à « un peu de retenue » compte tenu de l'état des finances laissées après son passage. La Droite a tenu par ailleurs à souligner toutes les mesures gouvernementales en opposition avec la communauté éducative.

**Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions des élus communistes
et républicains, Front de Gauche, au Département sur leur blog :
« departement.elus76.com »**

« Comment en poursuivant une politique aussi semblable, portée par une même logique libérale d'austérité, vous pouvez les uns et les autres vous disputer autant ? » s'est interrogée Séverine Botte au nom du groupe communiste et républicain, Front de Gauche. « Sur la question du soutien à l'école privée pour quelques uns au détriment de l'école publique pour tous, vous marquez une vraie différence, mais après ? Sur le reste ? Les logiques de rationnement des cartes scolaires identiques selon que le Ministère de l'Education Nationale soit dirigé par la Gauche libérale en plein contre sens ou par la Droite traditionnelle sont toutes marquées par des fermetures comptables abusives du point de vue de l'intérêt de l'enfant et de la qualité d'enseignement ».

Puis Séverine Botte a dénoncé « les prétendues réformes qui se succèdent, comme celle du collège, et qui continuent à viser la réduction des moyens sous couvert de modernité, sans concertation et sans adhésion des acteurs concernés. Aux forceps. Le PS dénonce et pourtant, dans le même temps, les Dotations Globales Horaires des collèges, décrétées par l'Etat poursuivent leur mouvement à la baisse... Enfin, bien entendu, vous vous en prenez, les uns et les autres, au pouvoir d'achat des parents d'élève au motif qu'il n'y aurait plus assez d'argent dans les caisses. Forcément l'argent est ailleurs ! Dès lors il vous faut gérer la pénurie que vous avez créée, plutôt que de chercher à obtenir le juste financement pour un système éducatif pourtant considéré par tous comme la clé d'une société apaisée. Vous êtes en pleine contradiction... ».

Puis s'adressant aux élus socialistes, elle s'est étonnée : « Que n'a-t-on pas entendu pour condamner avec nous et avec la principale fédération de parents d'élèves la suppression des bourses départementales ? Jusqu'à ce que l'on apprenne que, pour la prochaine rentrée, le gouvernement supprime les remises de principe destinées aux familles nombreuses, ce qui entrainera pour elles des surcouts en moyenne de 300 Euros.

Avant de conclure : « Même conception de l'action publique, même méthode, même résultat. Il n'y a que l'étiquette qui change, le contenu est identique. Cessez donc de vous quereller ainsi, il n'y a plus matière. L'enseignement mérite une autre ambition que la vôtre, des moyens enfin à la hauteur et à l'abri de toute forme d'austérité ». Un constat auquel s'est associé, avec d'autres mots, Dominique Métot du groupe des indépendants, rappelant que seul l'intérêt des collégiens seinomains devait primer. Un peu plus tard, il confirmera cependant son soutien à la majorité de Droite dans ses décisions budgétaires et refusera de voter le rétablissement des bourses aux collégiens.

Le bilan éducatif de la précédente majorité, porté par Sébastien Jumel alors vice-président communiste à l'éducation, ayant été à plusieurs reprises cité par les uns et par les autres, Hubert Wulfranc a tenu pour sa part à valoriser ce qu'un élu communiste en responsabilité est capable de conduire pour faire bouger les lignes, tout en demandant à chacun de se souvenir que ce bilan a toutefois « été freiné par la mise en place des politiques d'austérité décrétées par le groupe socialiste dès que ce dernier a détenu la majorité absolue ». Des politiques auxquelles les élus communistes se sont opposés.

Au cours de ce même débat, Sophie Hervé a souligné qu'avec le budget 2016 « la majorité de droite a fait le choix délibéré de s'en prendre aux solidarités, pourtant première mission des départements, et de casser entre autres, les outils de l'égalité des chances, en supprimant notamment les bourses aux collégiens. C'est une économie de 930.000 € que vous avez fait sur le dos des familles en supprimant ce dispositif ». Une situation que la conseillère départementale havraise a dénoncé avec vigueur : « la remise en cause de toutes ces aides est scandaleuse car ce sont les familles modestes et aussi les plus en difficultés qui sont ainsi touchées de plein fouet ! ».

Porteuse d'une pétition signée massivement et de plusieurs motions adoptées dans ce sens par des conseils municipaux et conseils d'administration de collèges, Sophie Hervé a lancé un appel : « Avec les familles, les associations, les parents d'élèves nous continuons de refuser la suppression de ces bourses départementales, du Pass'Culture, la diminution du budget alloué au CRED, et la suppression du budget pour les objets confectionnés, et vous demandons Monsieur le Président du Conseil Départemental, de revenir sur ces décisions et de rétablir les bourses départementales et les budgets alloués aux collèges lors d'un prochain collectif budgétaire ».

Avec ce printemps des luttes : « vos jours sont désormais comptés ! »

Troisième débat à l'initiative du groupe communiste et républicain, Front de Gauche, ouvert par Jean-Paul Lecoq sur le thème des luttes sociales : « Depuis le mois de mars, toutes générations confondues et dans un élan bien plus représentatif du pays réel que ce que l'on nous rebat les oreilles à longueur de JT pour tenter de minimiser cet élan, des femmes et des hommes se lèvent, s'unissent et se mobilisent pour rejeter un dogme économique qui asservi l'être humain pour le seul bénéfice exclusif de quelques-uns ».

Et au Maire de Gonfreville l'Orcher de préciser, « Dans ce combat d'avenir, parce qu'il représente le trait d'union entre le passé, l'héritage de notre République sociale, et le futur qui ne saurait être marqué par la régression, Le Havre et la Seine-Maritime sont en pointe dans les luttes. La colère gronde et se généralise, la volonté de changement aussi, percutant de plein fouet les pouvoirs en place, qu'ils soient économiques et politiques, médiatiques également. Ils récoltent tous la défiance ».

Confrontés à cet élan, Jean-Paul Lecoq a fustigé la réaction des pouvoirs : « Et comme souvent en ces temps annonciateurs de tempête, ces pouvoirs ont tendance à s'enfouir la tête dans le sable et à invoquer la méthode Coué, bardés de leurs certitudes et persuadés de détenir la vérité absolue, d'agir pour le bien commun, d'être l'avant garde éclairée d'un peuple qu'il conviendrait d'infantiliser pour mieux le pressurer. Alors que notre société n'a jamais été aussi riche, alors que le progrès technique n'a jamais été aussi significatif, ils poursuivent leur travail de sape en ne s'apercevant pas qu'ils scient la branche sur laquelle ils sont tous assis, faisant le jeu, partout en Europe, d'une extrême droite en embuscade prête à tirer son épingle du jeu de l'échec des démocraties à changer la vie des peuples pour la rendre meilleure ».

Dénonçant un « gouvernement arque-bouté pour défendre un engagement patronal pour lequel il n'a reçu aucun mandat, quitte pour cela à se dédire encore un peu plus des engagements, bien réels ceux-là, qu'il avait contracté auprès des salariés pour se faire élire », Jean-Paul Lecoq a estimé que « le pouvoir socialiste vient en ce printemps qui fera date, de couper les derniers liens le rattachant à la Gauche et à ses valeurs ».

A l'adresse de la Droite, le rapporteur du groupe communiste a estimé que « prise de vitesse, elle se prépare un peu trop vite à récupérer les rênes du pouvoir, en se lançant dans la surenchère, au point que Madelin lui-même, qui défendait le libéralisme au moment où cette doctrine des nantis était encore un gros mot, parle aujourd'hui de purge libérale pour définir ce que les candidats de la Droite et du Centre nous préparent pour les prochaines élections. Moralité, chers collègues socialistes, nous sommes finalement toujours les gauchistes de quelqu'un, question de géométrie ! Sauf que cette fois, vous avez altéré durablement le lien avec le peuple de Gauche. Plus question de nous satisfaire d'une pâle copie pour éviter l'original. La politique souffre trop de mascarades et d'hypocrisie. De toute façon avec cette stratégie du moins pire pour éviter le pire, c'est toujours les extrêmes qui raflent la mise ».

Pour Jean-Paul Lecoq, l'avenir est évidemment ailleurs : « Pendant ce temps, la France debout, de nuit comme de jour, entendez celle qui refuse de se coucher a délivré en ce printemps des signes forts sur sa détermination à mettre en échec un modèle antisocial qui ne produit qu'inégalités et difficultés pour la grande masse des peuples. Les différents mouvements revendicatifs, et je n'évoque pas seulement celui contre la loi travail, convergent pour exiger et aussi pour construire un autre modèle, une autre perspective, un autre dessein ».

Avant de poursuivre : « Ce mouvement est généreux et déterminé, il n'a pas inscrit son action dans le champ réducteur de l'action politique, laissant ainsi à penser à tort à ceux qui dirigent, ici comme ailleurs, qu'ils seraient encore représentatifs. Représentatifs dans une démocratie qui se délite et qui déçoit, où l'abstention bat des records ? Représentatifs dans une République à bout de souffle qui a fait son temps en étant incapable de porter une société apaisée ? Représentatifs oui, des lobbies, des nantis et des entre-sois. Gestionnaires comptables d'une pénurie au service d'une doctrine qui a décidé de faire payer les pauvres pour donner aux riches en faisant croire que plus ces derniers seront riches moins il y aura de pauvres. Les vers de Molières étaient à la mode dans cet hémicycle au cours de la dernière séance, je me contenterais pour ma part aujourd'hui pour les qualifier de recourir seulement à l'un de ses titres évocateurs : Tartuffe !! ».

Pour Jean-Paul Lecoq, la suite s'impose : « Vous continuerez sans doute à appliquer les mêmes politiques pour servir les mêmes intérêts. Nous continuerons à nous y opposer avec détermination, mais également avec sérénité car nous savons que vos jours, aux uns et aux autres, entendez par là bien entendu ce que vous portez comme conception de l'action publique, sont désormais comptés. La Fontaine aurait pu en faire une fable, vous me faites penser à cette histoire de grenouille dans une casserole sur le feu qui progressivement voit monter la température sans pour autant s'en inquiéter. Après tout le Président de la République, bien au chaud, l'affirme lui-même : Tout va mieux ! Et ceux, et ils sont nombreux, qui veulent le remplacer à Droite, ils clament que tout ira mieux avec eux. Tout ira mieux lorsque se sera pire encore... On y croit ! »

Avant de conclure : « Vous êtes prisonniers des mêmes logiques funestes, l'avenir et la modernité sont à inventer sur les ruines de ce que vous défendez. Le Havre et la Seine-Maritime vous montrent le chemin dans la lutte ! ».

La Droite a évidemment réagi à cette longue intervention par la voix tout d'abord de Sébastien Tasserrie qui a constaté que « *le peuple n'est plus en phase avec l'action de ce gouvernement, résultat Le Havre poumon de l'économie tringue* ». Après avoir apporté son soutien « *à tous les patrons qui payent cette addition avec des baisses de chiffre d'affaires qui auront des conséquences sur l'emploi* » et mis en garde contre « *ces grèves qui mettent l'économie en danger dans un port du Havre évoluant dans un milieu de concurrence* », il a toutefois tenu à souligner l'absence de tout débordement au cours des manifestations. Cependant, pour lui, « *les acteurs économiques sont les otages d'un rapport de force entre un gouvernement et des syndicats, le conflit actuel étant le résultat d'un projet de loi qui n'était inscrit dans aucun programme* ».

Son collègue rouennais Bertrand Bellanger s'est ensuite lancé dans une description apocalyptique des conséquences des mouvements sociaux avant de reconnaître : « *oui monsieur Lecoq, je vous comprends, vous avez été trompé, vous avez été floué par celui qui disait que son ennemi c'était la finance. On peut se rejoindre sur ce que doit être un Etat, une action publique, mais la grande différence entre vous et nous c'est que nous considérons que pour pouvoir partager il faut d'abord créer la richesse* ».

Des propos qui ne pouvaient pas laisser Hubert Wulfranc sans réaction : « *On peut contester ce conflit social mais personne ne peut nier les enjeux qu'il constitue pour les salariés dans leur trajectoire professionnelle aujourd'hui et celle de leurs enfants demain. On ne peut pas laisser tourner la ritournelle du chantage à l'emploi car ce que l'on observe sur notre axe Seine, c'est un territoire totalement délaissé en termes industriel et de stratégie. Les décideurs orientent l'économie et les finances vers le canal seine nord pourvu de larges financements d'Etat. Ce qui est injecté pour l'actuel axe seine est dérisoire. Ne renvoyez donc pas les turpitudes sur les salariés en lutte !* ».

Prenant l'exemple du terminal multimodal du Havre financé par de l'argent public et offert au privé qui s'est révélé incapable de le faire fonctionner, Hubert Wulfranc a tenu à préciser : « *Certes ce conflit perturbe et bouleverse même la vie économique et sociale, mais laisser à penser que de son fait l'avenir de nos places industrielles et portuaires serait engagée est une plaisanterie ! La fermeture de Pétroplus a fait perdre à elle seule 10 % du trafic du port de Rouen. L'Etat et les décideurs économiques se sont-ils mobilisés pour autant ? Voilà la réalité. Je vous suis gré cependant de ne pas traiter, au moins ici, de terroristes ou de casseurs les salariés en lutte ! Ils se battent pour leurs droits et pour réclamer une autre politique économique et industrielle* ».

Totalement absent de ce débat, le groupe socialiste n'a réagi que sous la forme d'une déclaration lapidaire de son président Nicolas Rouly : « *J'observe ce spectacle de gauchisme et me vient à l'esprit une phrase d'Henri Weber : Pour ne pas être mouillée par la bruine libérale vous courez le risque de la droite la plus autoritaire. Continuez ainsi et vous l'aurez* ».

Jean-Paul Lecoq est pour sa part intervenu de nouveau en fin de débat : « *Vous nous expliquez que ceux qui luttent détruisent l'économie, mettant en danger le port. Vous ne dites pas que ce qui fragilise le port se joue ailleurs. Les grévistes se lèvent de bonne heure, souvent dès 3h du matin, pour dire qu'ils ne peuvent pas accepter un projet de loi qui va aggraver leurs vies et celles de tant d'autres pour les décennies à venir. Un projet de loi initié par l'Europe, par cette politique économique européenne rejetée massivement par le peuple français par référendum. Ceux qui donnent des leçons, de démocratie par exemple, défendent en réalité ceux qui n'ont pas respecté l'avis du peuple* ».

Contournement Est de Rouen : pas de principe de précaution !

Le Président du Département a accédé à la demande formulée par le groupe communiste en organisant un débat et un vote relatifs au projet de contournement Est de Rouen. La Préfète de Région a cependant décliné l'invitation à y participer prenant prétexte de l'enquête publique en cours, ce qui n'a pas manqué de faire réagir Hubert Wulfranc : « *Ce débat public aura lieu sans les représentants de l'Etat alors même que le projet présenté et contesté a été établi par l'Etat, c'est vous dire s'ils sont à l'aise sur le sujet !* ».

Après une présentation du projet par les services départementaux, Hubert Wulfranc a tenu à préciser que « *les élus Communistes et du Front de Gauche de la Métropole rouennaise, du Département, de la Région et des municipalités concernées, sont vent debout contre ce projet. Ils ne sont pas seuls, tant du côté d'un certain nombre de Maires que d'élus de sensibilités diverses et variés. Une opposition à un projet dont le tracé a été imposé unilatéralement par les services de l'Etat en 2013. Notre opposition est fondée sur une analyse critique des caractéristiques de ce projet qui ne répond pas aux objectifs qui lui ont été assignés, et dont l'économie générale est selon nous totalement négative* ».

Avant de détailler méthodiquement tout ce qu'il comporte comme atteintes à l'environnement, aux intérêts et à la santé des populations impactées par ce tracé, Hubert Wulfranc a porté à la connaissance de l'assemblée des éléments accablants : *« Concernant l'objectif premier affiché de décongestionner le trafic routier de la Métropole rouennaise, nous nous inscrivons résolument en faux contre l'argumentaire développé par la DREAL et les partisans du contournement. En effet, les reports de trafics escomptés sont contestés par l'Autorité environnementale dans son avis rendu en février dernier. Celle-ci indique que l'exercice d'évaluation du report de trafic est rendu difficile du fait des incertitudes qui pèsent sur le niveau du péage qui sera exigé des utilisateurs de l'infrastructure. Plus celui-ci sera élevé, moins l'équipement sera utilisé. Néanmoins, en l'état des données à sa disposition, l'Autorité environnementale table sur un report marginal des trafics au sein de l'agglomération à hauteur de 5%. Autrement dit ce n'est pas le grand soir attendu par les habitants de l'agglomération et par les usagers de nos routes ».*

Concernant le second objectif assigné au projet, à savoir l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie, de l'air, de l'eau au sein de la Métropole rouennaise et son centre ville, pour Hubert Wulfranc cela relève : *« au mieux de la gageure, et au pire, de l'enfumage. En effet, les maigres améliorations attendues de ce projet pour le centre ville de Rouen apparaissent totalement disproportionnées au regard des risques encourus par les populations directement impactées par l'infrastructure. Si les simulations officielles tablent sur une très légère amélioration de la qualité de l'air dans l'hyper-centre rouennais, de l'ordre de 5 à 10% d'émission de polluants en moins, laquelle reste néanmoins hypothétique, du fait de l'augmentation du trafic routier annoncé sur Rouen, cette amélioration se ferait au prix certain d'un accroissement des émissions de polluants au-delà des normes sanitaires européennes sur l'ensemble des bassins de vie impactés et notamment les communes d'Oissel et de Saint Etienne du Rouvray ».*

Mais pour Hubert Wulfranc, les conséquences de ce tracé vont encore plus loin : *« Outre les émissions de polluants liées au trafic routier, ces mêmes riverains Stéphanois et Osselliens seront confrontés à des nuisances sonores particulièrement accrues. Des habitants vivant déjà à proximité immédiate de la ligne ferroviaire Rouen - Paris, et qui seront confrontés par la suite, à la réalisation de la Ligne Nouvelle Paris Normandie. Et bien c'est un véritable enfer sonore que l'on promet à ces populations ».*

Hubert Wulfranc a également dénoncé à propos du viaduc qui serait construit *« l'édification d'une véritable muraille de séparation promise aux communes d'Oissel et de Saint-Etienne-du-Rouvray. Un charmant point de vue en effet puisque la Charte de valorisation propose, non sans cynisme, de mettre en valeur les paysages traversés par l'autoroute et de s'approprier les grands viaducs pour en faire je cite : une identité du territoire et des points de vues... Les habitants des territoires traversés par le viaduc de raccordement apprécieront moyennement la mauvaise blague... En effet, n'est pas le viaduc de Millau qui veut. Les auteurs de cette Charte croient-ils réellement à ce qu'ils écrivent. Imaginez-vous sérieusement que les automobilistes emprunteront ce viaduc autoroutier payant dans l'objectif de contempler les territoires Stéphanois et Osselliens sur lesquels certains décideurs entendent déporter toutes les nuisances et les activités économiques les moins valorisantes ? ».*

Pour le groupe communiste et républicain du Front de Gauche, la conclusion est sans appel : *« Pendant que la ville centre accueillerait les quartiers écologiques desservis par des transports collectifs performant ainsi que les activités les plus valorisantes, socialement et économiquement parlant, les habitants du sud-est de l'agglomération, déjà socialement plus éprouvés, seraient condamnés à vivre dans des conditions environnementales et sanitaires dangereusement dégradées et à proximité de déchèteries et de centres de ferraille à ciel ouvert ».*

Pour Hubert Wulfranc *« les véritables bénéficiaires visés par l'infrastructure promise sont les entreprises de la place portuaire rouennaise qui entendent disposer d'une desserte fiable et rapide dans une optique de course à la compétitivité ».*

Il a alors lancé un appel à tous les élus présents : *« Pour l'ensemble de ces raisons et nous n'en n'avons pas fait le tour, loin de là, le groupe des élus communistes et républicains, Front de Gauche votera contre le projet d'avis favorable soumis à l'examen de notre collectivité. En tout état de cause, nous demandons à chacun des membres de l'assemblée départementale de bien prendre en considération les doutes objectivement fondés sur l'utilité et l'efficacité de ce tracé de contournement en même temps que ses conséquences, elles indubitables, sur la qualité de vie d'un bassin d'habitat. Chers collègues, si votre ligne de conviction embrasse sincèrement le droit de tout à chacun à un développement durable de sa personne, de son environnement familial et familial au quotidien vous réserverez votre vote aujourd'hui au bénéfice des doutes persistants sur ce dossier et de l'éthique personnelle que chaque élu peut légitimement exercer dans son choix de vote indépendamment de son engagement politique ».*

En réponse, la quasi totalité des intervenants se sont révélés d'ardents promoteurs de ce projet, Marine Caron, élue de Droite à Rouen allant même jusqu'à affirmer : « *Je ne me réjouis pas des gens qui vont perdre leur maison ou des villages coupés en deux mais il vaut avancer, c'est l'avenir de tout un territoire qui se joue !* ».

Seuls Jacques-Antoine Philippe, élu socialiste du canton de Darnétal, s'est montré très critique et très réservé sur les aspects de pollution, de bruit et de coût de péage ainsi que Dominique Métot du groupe des indépendants qui a dénoncé « *la multiplication des péages sur les routes et les ponts de notre département* ». Ils ont cependant voté pour ce projet en appelant à ce qu'il soit amélioré pour en faire un « *projet exemplaire tirant les leçons des expériences passées* ».

Enfin, Jean-Paul Lecoq a plaidé pour qu'une bonne solution puisse être trouvée aux problèmes réels rencontrés sur toute la métropole en raison du trafic, tout en estimant que le projet présenté est « *un mauvais projet* ». Il a dénoncé sa gestion : « *Il repose sur un péage, or tout péage incite à des reports de trafics, notamment des poids-lourds sur les axes secondaires. Ceci est avéré et inhérent au mode de fonctionnement du transport routier. Plus les chauffeurs évitent des péages, plus ils sont gratifiés par leur employeur* ».

Il a également pris l'exemple de la rocade nord du Havre, une vraie réussite « *car elle s'est faite non pas en opposant les populations mais en obtenant un accord unanime sur son tracé. Et puis, elle est gratuite !* », rendant ainsi au passage hommage à l'action de Michel Barrier, ancien vice-président communiste du Département qui a porté sa réalisation.

Malgré un dernier appel d'Hubert Wulfranc « *pour que le doute et les réserves puissent permettre d'obtenir la révision de ce projet non pas pour ne rien faire mais pour faire bien* », le vote fut sans ambiguïté, toute l'assemblée a voté pour ce projet à l'exception des élus communistes du Front de Gauche. Même le principe de précaution n'aura pas résisté à la consigne des états-majors.

Un bien modeste 76 solidaire

Le modeste héritage du dispositif 276 réduit à une seule action de solidarité et aux limites département de la Seine-Maritime a fait réagir Sophie Hervé au nom du groupe : « *Survivance du dispositif 276 qui, quoi que vous puissiez en dire, restera dans les esprits et dans l'histoire départementale comme un dispositif partenarial utile qui prit fin brutalement avec l'arrivée de la Droite, ce 76 solidaire s'est restreint aux seules limites de notre Département. Un comble pour marquer l'avènement d'une nouvelle Région, plus grande, que l'on nous a vendu comme un vecteur de progrès* ».

Constatant que « *la politique de la nouvelle Région Normande, c'est désormais le chacun pour soi en application du qui peut le moins... peut le moins...* », Sophie Hervé a regretté que « *ce qui était une réussite dans les collaborations régionales avec deux départements ne soit pas étendu aux trois autres* ». Conclusion, « *la solidarité est une notion qui n'était visiblement pas inscrite dans le programme de Monsieur Morin le libéral* ». Néanmoins, le groupe a voté pour cette délibération « *non sans marquer une certaine amertume, en validant le maintien de ce volet solidaire du feu 276 qui permet aux associations caritatives de continuer à bénéficier du soutien départemental pour le transport des denrées alimentaires et leur réfrigération* ».

Le groupe socialiste a voté contre. Le groupe des indépendants s'est abstenu.

Aide à la restauration dans les collèges, l'ACRI

Plus aucune bourse départementale aux collégiens mais un engagement pris par la majorité de Droite en février d'intervenir plus fortement en matière d'aide à la restauration dans les collèges. Pari tenu ?... Pas vraiment a dénoncé Sophie Hervé : « *Vous modifiez à la marge le dispositif d'aide départementale pour l'accès à la restauration scolaire pour tous. Un domaine essentiel qui devrait pourtant mobiliser prioritairement nos efforts, lorsque l'on sait qu'en ces temps de pouvoir d'achat en miette et de développement de la précarité, de plus en plus de familles font l'économie de la cantine pour des collégiens* ». Avant de poursuivre : « *même relookée avec un nouvel acronyme, cette ACRI manque de souffle au regard des enjeux. Elle se contente de remonter de 80 à 90 % le seuil de prise en charge des frais de restauration pour la catégorie la plus démunie des familles des collégiens bénéficiaires. Un point c'est tout. Ce n'est pas une réforme, c'est une goutte d'eau* ».

Un geste à 12 % pour 2.800 familles dont le quotient familial est inférieur à 436 Euros quand il faut un quotient de 667 Euros pour bénéficier de l'aide à la restauration, soit 1.500 Euros de ressources en moyenne pour un foyer avec deux enfants. Ce qui fit dire à Sophie Hervé : « avec un effort départemental de 168.000 Euros, le calcul est vite fait, ce geste se limite en moyenne à 60 Euros par an et par famille ! Nous nous en réjouissons pour ces familles concernées, sauf que dans le même temps une bonne partie d'entre elles perdent la bourse départementale ! », ajoutant que la majorité fait dans le même temps une économie de 980.000 euros sur les bourses.

Sophie Hervé a dénoncé cette situation : « Joli tour de passe-passe pour justifier la suppression des bourses puisque, à l'arrivée, le compte n'y est pas. Et loin de là ! Nous le voyons bien, cette annonce concrétisée aujourd'hui par cette délibération était un écran de fumée pour masquer la véritable visée de cette suppression des bourses. Une mesure guidée simplement par l'austérité. Alors bien sûr, nous allons voter cette délibération, même pour 60 Euros par an, c'est toujours ça de regagner pour les familles les plus en difficulté qui perdent le bénéfice des bourses. Mais vous devriez éviter, par respect envers ceux qui attendent de la solidarité départementale des actes plus en phase avec leurs réalités, tout ce maquillage de communication et ces grandes formules dans vos écrits. Jouez là donc plus modeste la prochaine fois ».

Poursuivant le constat amer, Sophie Hervé a dressé le nouvel état des lieux de l'ACRI : « Rien de plus en revanche pour les 2.800 autres familles bénéficiant de l'aide à la restauration dans des proportions plus réduites, alors même qu'elles vivent en moyenne avec des revenus d'environ 990 à 1.500 Euros avec deux enfants. Rien d'autre non plus pour les classes moyennes les plus fragiles, celles qui doivent faire avec des revenus de 1.500 à 2.000 Euros avec deux enfants et qui vont perdre le bénéfice du Pass'Culture désormais placé sous conditions de ressources. Pendant ce temps, les banques créancières du département vont empocher 10 millions d'euros supplémentaires qui n'étaient pas prévu dans leurs prévisions... Pour les financer vous en êtes réduit à renier sur des dispositifs de solidarité comme les bourses ou à réduire la portée de dispositifs valorisant comme le Pass'Culture ».

Fonctionnement des Maisons Départementales des Personnes Handicapées

Les nombreuses interventions des élus communistes et notamment de Mireille Garcia lors de la précédente mandature départementale ont enfin été entendues avec un renfort des moyens alloués aux MDPH. Sophie Hervé a tenu tout d'abord à saluer cet engagement : « La MDPH constitue un vrai progrès, une vraie avancée dans la vie quotidienne de tous ceux qui se trouvent en situation de handicap. Cependant au fil du temps, la réponse apportée par notre collectivité s'est dégradée et n'était plus à la hauteur de ces besoins. Austérité oblige pour certains, la majorité de la majorité précédente s'est égarée, laissant filer le niveau et donc la qualité de la réponse publique à apporter en faveur du bon fonctionnement de la MDPH. L'impulsion est désormais donnée, notamment avec l'affectation de moyens humains supplémentaires, même si nous notons à regret qu'ils sont pris ailleurs. Les orientations qui nous sont présentées vont dans le bon sens pour retrouver une vraie dynamique qui avait accompagné à l'époque la création et l'essor de la MDPH ».

Un salut du groupe avec, au passage, quelques mises en garde... « Nous nous en réjouissons même si nous restons vigilants quant aux effets seconds de la généralisation de la dématérialisation. Téléservice, numérisation des dossiers, flux d'échange sécurisé avec la CAF vont évidemment apporter du progrès. Mais nous savons aussi que pour les libéraux, cela permet souvent de réduire au passage et sous couvert de progrès et de modernité, les coûts salariaux et de déshumaniser les relations avec les usagers. Je ne vous ferais pas ce procès d'intention concernant la MDPH, il s'agirait d'une erreur fatale considérant l'importance de toujours privilégier l'humain d'abord dans la relation entre les administrations et les usagers. N'empêche, nous resterons vigilants ».

Autre réserve exprimée par Sophie Hervé : « Il convient de rester attentif sur l'utilisation du système GASPER car si la collecte de données personnelles peut en effet s'avérer utile pour améliorer le traitement des demandes ou la rapidité des réponses, nous savons également qu'elle peut être à l'origine de dérives qui portent atteintes aux libertés individuelles ».

Cet effort réel consenti en terme de moyens en faveur de la MDPH, les élus communistes du Front de Gauche souhaitent qu'il soit généralisé : « il est indispensable de le considérer également pour d'autres secteurs tout aussi essentiels de l'action départementale. Ainsi, les personnels de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont actuellement mobilisés pour réclamer des moyens dont ils semblent manquer cruellement ».

Enfin, Sophie Hervé a interpellé le Président sur « *la chasse aux ressources de personnes handicapées à des fins de financement de l'aide sociale, décrétée par l'ancienne majorité dans le cadre de son plan dit de consolidation de 2012 malgré notre opposition, et qui serait visiblement appliquée désormais systématiquement, et donc aveuglement, depuis plusieurs mois en provoquant l'incompréhension* ». Rappelant que « *ces dernières se voient réclamer par les services de notre collectivité, via les structures d'accueil, l'intégralité des ressources personnelles des résidents, fussent-elles modestes, voire dérisoires, à l'image des intérêts du Livret A* », elle a demandé au Président « *de s'expliquer sur cette situation* ».

Après que la Droite et le PS se soient de nouveau livrés à leur petit jeu favori du « *c'est pas moi c'est toi* », Hubert Wulfranc est revenu à la charge pour obtenir une suite à cette dernière interpellation.

Agnès Le Bodo, Vice-Présidente, a alors apporté réponse au groupe communiste Front de Gauche : « *Nous ne pratiquons pas la chasse aux ressources comme vous le dites, mais vous avez le mérite d'être honnête car ce règlement a bien été voté par la précédente majorité. Vous aurez réponse à votre courrier dans les prochains jours* ». Avant de garantir sur l'autre point soulevé, celui des dérives potentielles de la dématérialisation sur l'emploi, « *qu'il n'y aura pas de réduction de personnels du fait de la dématérialisation, nous menons les deux de front* ».

Révision du dispositif départemental de soutien aux communes

A peine nés, les CPS (Contrat de Proximité et de Solidarité) destinés à soutenir les communes sont envoyés à la casse par la nouvelle majorité de Droite, au profit d'un nouveau dispositif « *souple* » qui a fait réagir les élus communistes et républicains du Front de Gauche. Car visiblement la souplesse cache d'autres objectifs...

La liste des 35 domaines ouvrant droit à une aide départementale pour les communes est ramenée 20, un quota annuel limitant le nombre d'aides possibles par commune est instauré et l'indice modulateur des aides (*IDRC, Indice Départemental de Ressources et Charges*) qui était basé sur des éléments objectifs pour apprécier la richesse ou la pauvreté d'une commune (*comme le Revenu moyen par habitant, le taux de logements sociaux ou le potentiel financier moyen de la commune*) donc son besoin de bénéficier d'une solidarité accrue de la part du Département est supprimé. Par contre, plus de date limite de dépôt pour les dossiers et un engagement à délivrer une réponse de principe sous deux mois. Un examen des demandes « *au fil de l'eau* » comme l'a qualifié le Président du Département, donc avec des procédures allégées.

Mais, à l'arrivée, comme l'enveloppe globale de financement n'est pas modifiée et l'indice modulateur supprimé, les communes les plus pauvres verront probablement et mécaniquement leur part de financement se réduire et les plus riches leur part de gâteau augmenter. Cette réforme vient ainsi servir prioritairement les communes résidentielles au détriment des communes aux prises avec les conséquences des difficultés sociales de leurs administrés.

Comme Hubert Wulfranc l'a souligné : « *Au cadre strict, précis, qui avait au moins le mérite, au-delà de ses nombreux écueils, d'apprécier parfaitement l'éligibilité des projets proposés et le calcul de la participation départementale, vous préférez purement et simplement supprimer le cadre... Vous vous affranchissez des éléments objectifs pour apprécier la richesse des communes, cependant nous visiterons votre politique d'aide à l'échelle des communes dans les mois qui viennent. On verra bien. Nous jugerons de l'application concrète de vos objectifs à l'aune de la réponse concrète qui sera apportée à chaque commune et à ses habitants* ». Une commission d'évaluation du dispositif sera en effet créée et le groupe communiste et républicain, Front de Gauche, y siègera.

Pour la Droite, Blandine Lefebvre a assumé clairement l'objectif de cette réforme en affirmant : « *Il n'y a aucun rapport entre l'indice du nombre de logements sociaux et les besoins en soutien aux investissements des communes* » alors que sa collègue Nathalie Lecordier a estimé carrément que « *l'indice de logement social est un indice discriminatoire* »... ce qui a fait bondir Hubert Wulfranc : « *Le nombre de logements sociaux et le fait qu'il constitue un critère objectif pour apprécier la richesse d'une commune et le besoin de l'aide serait hors sujet ? Vous êtes hors du monde ! Vous faites ainsi une interprétation idéologique en niant que le logement social ait une incidence sensible sur les charges des communes. Votre propos est inentendable ! Vous opposez les populations et les territoires les uns aux autres* ». Avant de conclure : « *Vous jouez petit bras et tellement petit bras que vous aurez du mal à répondre à tous les besoins et donc à tous les dossiers qui seront déposés* ».

Le groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche et le groupe socialiste ont voté contre.

Charte éthique dans le sport

Une charte éthique dans le sport a été présentée et adoptée par le Conseil département. L'occasion pour Séverine Botte d'asséner quelques vérités... *« Bien belle délibération qui rappelle ce que devrait être le sport et le cadre dans lequel il mérite le soutien public. Mais une délibération en complet décalage avec ce que nous constatons au quotidien, le sport étant livré à tous les travers produits par les logiques libérales. La recherche du profit à tout prix, le sensationnel, les trucages. Des supporters parqués comme des animaux que l'on gave de marques pour les abreuver et les conditionner dans leur vie de consommateur et des instances dirigeantes corrompues qui dictent leurs lois aux Etats et à leurs gouvernements ».*

Avant de poursuivre : *« L'UEFA ne vient-elle pas de se voir exonérer d'impôts en France par le gouvernement Valls pour l'organisation du championnat d'Europe de football pourtant largement sponsorisé par les impôts et l'argent public ? Il faudrait arrêter de prendre les gens pour des imbéciles, en leur servant du pain et des jeux afin de les infantiliser, de les dociliser mais surtout pour les détourner de leurs devoirs de citoyens. Nous voterons cette délibération même si elle concourt à sa manière à vendre une image idyllique du sport plutôt que d'en dénoncer les dérives pour les corriger ».*

Terminaison de la RN27

Délibération prise par le Conseil départemental pour faire pression sur l'Etat afin qu'il remplisse ses engagements en achevant la mise en 2x2 voies de la RN27 entre Manéhouville et Dieppe, à laquelle se sont associés les élus du groupe. Hubert Wulfranc ayant rappelé que *« voilà plus de 20 ans que cet aménagement a été engagé et voilà des années que l'on peine pour voir achever les quelques kilomètres reliant le plateau de Manéhouville jusqu'à l'entrée de Dieppe. Le viaduc sur la vallée de la Scie a certes été construit et livré, il est depuis la risée des automobilistes de passage et fait la désolation des riverains des communes alentours et des Dieppois puisqu'il n'est relié par aucune voie. Un viaduc au milieu des champs... situation ubuesque, symbole d'un Etat qui devient souvent ridicule par l'impuissance de ses gouvernements à honorer leurs devoirs comme leurs engagements ».*

Orientations pour la politique touristique

Les élus du groupe ont de la suite dans leurs idées... Alors qu'Hubert Wulfranc était intervenu lors de notre dernière assemblée pour demander à ce que soient modifiées les nouvelles orientations touristiques du Département afin notamment d'y intégrer le tourisme industriel, la délibération soumise au Conseil départemental ignorait cet aspect. Séverine Botte a par conséquent procédé à une pique de rappel qui, cette fois, a porté ses fruits.

« A l'heure de l'unification normande, il serait intéressant que les nouvelles stratégies de développement touristique s'établissent à l'échelle régionale à partir des atouts très complémentaires de chacun des 5 départements. Si la nouvelle Région ne sert pas à assembler les atouts et à créer des synergies entre ses départements, elle sert à quoi ? Par ailleurs, il nous semble important de pouvoir intégrer dans l'offre touristique, la valorisation de nos savoir-faire et de notre patrimoine industriel et maritime. Le tourisme industriel, le tourisme maritime, comme le tourisme scientifique ne sont pas à négliger. Ils font aussi partis des atouts, de l'attractivité mais aussi de l'ADN de notre Département en matière touristique. De même le tourisme social fortement présent sur notre territoire a besoin d'être soutenu. Or, le projet présenté décline le tourisme sous toutes ses formes, même le tourisme d'affaires. Cependant, pas un mot sur le tourisme industriel, le tourisme scientifique, le tourisme social. Vous avez honte ou quoi ? Le tourisme ne consiste pas seulement à vendre des cartes postales et à mettre des sites sous cloche. Il doit d'abord refléter la réalité pleine et entière d'un territoire ».

Le Vice-Président, Jean-François Bures a alors confirmé que la mutualisation à l'échelle régionale sera engagée et que le tourisme industriel sera pris en compte notamment sur la vallée de la Bresle.

Association des Départements de l'axe Seine

La création d'une association des départements de l'Axe Seine, adoptée à l'unanimité par le Conseil départemental, a permis à Hubert Wulfranc de rappeler que les élus communistes étaient porteurs de remarques et de propositions pour continuer d'avancer dans la structuration économique, industrielle et portuaire de ce vaste territoire d'enjeux.

Gestion de la dette : attention à ne pas jouer aux apprentis financiers...

La nouvelle politique de gestion de la dette du Département a été à l'origine d'une analyse très critique de la part d'Hubert Wulfranc sous forme d'une mise en garde très claire. Il s'est tout d'abord interrogé sur ce qui apparaît comme un paradoxe : « *Alors que les taux fixes sont historiquement faibles, vous choisissez ce moment pour miser sur les taux variables. C'est dangereux...* ».

Puis il a dénoncé le financement désintermédié retenu dans ses orientations par la Droite départementale : « *Le financement désintermédié consiste, pour le Département, à aller chercher directement sur les marchés financiers les ressources nécessaires à la couverture de ses besoins d'investissement, sans recourir aux acteurs bancaires. Le rapport indique que cela serait rendu possible par l'attribution d'une note financière qui nécessiterait de mettre en place, en interne, une ingénierie ad hoc. Cette source potentielle de financements est mise en parallèle au recours possible à l'Agence France Locale créée par des collectivités locales fonctionnant également sur la base d'un système de notation financière* ».

S'inquiétant que les élus de Droite n'aient pas bien tiré les leçons de la crise des subprimes qui a plongé le monde dans la récession, ainsi que le rôle particulièrement néfaste des agences de notation financière dans celle-ci, Hubert Wulfranc a proposé à la majorité « *de ne pas jouer aux apprentis sorciers sur les marchés financiers pour chercher des financements* », rappelant au passage que « *le système de notation financière, intrinsèquement pourri, constitue par ailleurs un carcan idéologique... Des agences de notations financées, rappelons-le, par les émetteurs de titres et d'obligations. De ce seul fait, elles perdent toute légitimité !* ».

Le Vice-Président Lemmonier a répondu au groupe communiste, le groupe socialiste étant curieusement resté silencieux, en assurant que la démarche de la majorité dans ce domaine se voulait avant tout pragmatique et sécurisée. Sa volonté étant « *de réduire la dette et donc les intérêts versés aux banques et non de les enrichir* ».

Compte administratif 2015, affectation du résultat et budget supplémentaire

Un compte administratif partagé, année électorale oblige, entre la précédente et la nouvelle majorité départementale avec, en point commun, une priorité donnée à la réduction de la dette. Un effort supplémentaire en faveur du désendettement, financé au prix d'un accroissement de l'austérité, que le groupe socialiste avait fixé à 10 millions d'euros avant que la droite le double après son arrivée. Conclusion, 20 millions de dettes en moins mais beaucoup de politiques départementales reniées comme l'a dénoncé Hubert Wulfranc.

Le budget supplémentaire fut ensuite l'occasion pour le Président du groupe de renvoyer la majorité aux considérations développées lors de l'adoption du budget : « *on ne commente pas une anecdote ! Ce budget supplémentaire est composé d'ajustements qui vont dans la logique d'une même politique* ».

Un budget supplémentaire finalement adopté par la Droite et le groupe des indépendants alors qu'un amendement demandant le rétablissement des bourses départementales pour les collégiens a été voté par les groupes communistes et socialistes, le groupe des indépendants s'étant abstenu. Il a été rejeté.

Prochaine Séance : le mardi 4 octobre

Retrouvez l'ensemble des interventions des élus communistes et Républicains :
sur le site de l'ADECER 76
www.elus76.com
sur le blog des conseillers départementaux communistes et républicains / front de gauche
<http://departement.elus76.com>

Ou
demandez les au groupe communiste du Conseil Départemental

Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :

Inscrivez vous auprès de : sebastien.giard@seinemaritime.fr
ou au 02.35.62.99.80

Pour ne plus recevoir, désinscrivez vous auprès de :
sebastien.giard@seinemaritime.fr

Pour contacter le Groupe Communiste et républicain, Front de Gauche :

☎ 02.35.62.99.80

💻 hubert.wulfranc@seinemaritime.fr